

« Il y a anguille sous roche »

RD CONGO La suite de la visite de Didier Reynders et Alexander De Croo

- ▶ Au Nord-Kivu, les deux vice-Premiers ministres belges ont plaidé pour une action résolue contre la milice des extrémistes hutus rwandais.
- ▶ Mais Joseph Kabila semble traîner la patte.
- ▶ Ses opposants soupçonnent une nouvelle manœuvre pour retarder l'élection présidentielle.

GOMA

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

La scène se déroule ce mardi midi, dans le camp de déplacés congolais de Mugunga 3, aux portes de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Le « président » du camp, où vivent actuellement quelque 5.700 personnes, explique dignement, évoquant le problème de l'insécurité : « Nos femmes se font violer dans le parc quand elles vont y chercher du bois pour se faire un peu d'argent ».

La responsable d'un « bloc » du camp ajoute : « Il faut que la paix revienne dans nos zones de retour. On nous dit que c'est le cas, mais la sécurité n'est pas consolidée partout. Dans plusieurs régions, il y a encore de nombreux problèmes... »

Nous sommes à 2 kilomètres du parc des Virunga – et donc de la ligne de danger. Dans une petite cabane bombardée par la pluie, le vice-Premier ministre et ministre belge de la Coopération au développement, Alexander De Croo, écoute attentivement les responsables du camp et ceux de l'aide humanitaire. Avec l'autre vice-Premier ministre actuellement en visite au Congo, Didier Reynders, titulaire des Affaires étrangères, il est venu passer

la journée à Goma pour « prendre le pouls » de ce Nord-Kivu abonné aux troubles.

La région ne manque pas de richesses naturelles, mais le dénuement de la population y est indicible. Et elle compte aujourd'hui environ 200.000 déplacés, ayant fui les divers groupes armés qui y ont sévi ou y sévissent encore – et il faut bien dire à cet égard que l'armée officielle congolaise n'est elle-même pas toujours exemplaire...

Ces jours-ci, il est surtout question des FDLR (les Forces démocratiques de libération du Rwanda, des extrémistes hutus), qui avaient jusqu'au 2 janvier pour déposer les armes et qui ont ignoré cet ultimatum. Devant les habitants du camp de Mugunga 3, Alexander De Croo a été très clair, hier : « Il y a un engagement international et congolais à éradiquer les rebelles. Tout le monde doit respecter cet engagement et passer à l'action. (...) Nous espérons que, dans les semaines et les mois à venir, cette région redeviendra sûre pour tout le monde ». Le même discours est tenu avec insistance, depuis des jours, par Didier Reynders.

L'insistance semble nécessaire. Car Joseph Kabila s'est fâché, voici dix jours, avec la Monusco, la force de l'ONU qui devait aider l'armée congolaise dans son offensive, avec des rations alimentaires, du carburant et même, le cas échéant, avec des hélicoptères et des drones. Au centre de la dispute : le sort de deux officiers récemment nommés par le président congolais et que la Monusco a refusés pour cause de passé sulfureux.

« Il faut continuer à travailler en commun avec la Monusco, il faut des actions plus efficaces », plaidait cependant hier soir Didier Reynders. Il faut obtenir le même résultat que contre le M23 ».

L'armée congolaise ira-t-elle seule à la confrontation ? Le peut-elle ? D'aucuns

« Il faut continuer à travailler en commun avec la Monusco, il faut des actions plus efficaces »

DIDIER REYNDERS

en doutent. Et évoquent même un agenda politique caché – visant à prolonger, voire à aggraver, le chaos dans le Nord-Kivu, dans le but de rendre impossible la tenue de l'élection présidentielle congolaise en novembre 2016.

Machiavélique ? Joseph Kabila, qui est visiblement contrarié de devoir se soumettre à la Constitution et de quitter le pouvoir au terme de son second mandat, a déjà tenté des subterfuges pour se maintenir à la présidence, avant de finalement paraître céder à la pression populaire. Un « coup tordu » de plus ?

« Il y a anguille sous roche », nous disait lundi à Kinshasa Vital Kamerhe, l'une des principales figures de l'opposition. Et de mettre en garde : « Le président Kabila a reculé. Son mandat se terminera le 19 décembre 2016 à minuit. S'il tente de se maintenir au-delà de cette date, ce sera l'ouragan. Le peuple veut l'alternance ».

Le camp de Mugunga 3 est-il là pour durer ? Les enjeux qui l'entourent semblent énormes. Et ses habitants minuscules. ■

MAROUN LABAKI